

DREAL-PDL-Unité interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
49183 Saint Barthélémy d'Anjou
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

Saint Barthélémy d'Anjou, le 12 Juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE SAINT-DENIS

La Ragainerie
72350 Saint-Denis-d'Orques

Références : 2023-159_INSP_RAP_NG_Carrière-St-Denis
Code AIOT : 0006300926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement CARRIERE DE SAINT-DENIS implanté La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE SAINT-DENIS
- La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques
- Code AIOT : 0006300926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Saint-Denis est une carrière à ciel ouvert de grès d'une production moyenne annuelle de 800 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection 2022 - AN DDIE Déchets ;
- Emissions atmosphériques ;
- Bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de gestion des déchets - traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
7	Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
10	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
12	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 3.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Dispositifs d'abatage de poussières - suite insp 2021	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
13	Mesures de bruits - suite insp 2021	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.5.2 à 3.5.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été conduite dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle. Les suites de l'inspection conduite en 2022 ont été aussi abordées. Les sujets relatifs aux émissions atmosphériques et au bruits montrent des non-conformités à régulariser avec notamment la mise en place du nouveau plan de surveillance des poussières et la transmission des résultats de la dernière campagne acoustique .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de PGE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Le dernier plan de gestion transmis à l'inspection datait de 2017, il est arrivé à échéance en 2022. Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'il a été mis à jour en décembre 2022. La version a jour a été transmis à l'inspection par courriel le 21 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : La rubrique "air" pour les stocks de 0/20 et 0/31,5 a été renseignée dans le plan de gestion mis à jour en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des déchets - traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets
Constats : Les modalités d'élimination et de traitement de la terre végétale ont été précisées dans le plan de gestion mis à jour en 2022. Les terres végétales stockées sont reprises dans le cadre de l'insertion paysagère du site. La zone de stockage des terres végétale a été rajoutée manuellement sur le plan topographique. L'exploitant a transmis par courriel du 21 avril 2023, l'orthophotoplan intégrant les zones de stockage des déchets d'extraction. La légende est à mettre à jour pour différencier les différents types de déchets stockés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Constats : Le compartiment air du plan de gestion a été complété dans la version mise à jour en 2022. Il renvoie au plan de surveillance des émissions atmosphériques du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Localisation des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage.
Constats : Les zones de stockage des déchets sont intégrées dans le plan de gestion des déchets transmis par courriel du 21 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : 15 000 tonnes de déchets ont été stockées en 2020. Depuis 2022, une fiche de suivi des déchets a été mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La digue de confinement des fines de lavage qui présente des risques de rupture ou de débordement accidentel dans le cours d'eau situé en contrebas a été réhaussée et sécurisée en 2022. L'exploitant indique qu'un contrôle visuel de stabilité est opéré de façon mensuel au niveau des stocks de fond de fosse, stockage des boues et des stocks de 0/20 et de 0/31,5. Les stocks de 0/20 et 0/31,5 ont été écrêtés en 2021 pour respecter la côte topographique et stabiliser ces stocks. Les stocks de 0/31,5 ne sont plus alimentés. L'exploitant doit mettre en place une procédure de déstockage des 0/20 et 0.31 pour limiter les risques lors des opérations de déstockage. L'exploitant doit formaliser la procédure, le déroulement et le report des contrôles visuels de stabilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance sur lequel se base actuellement l'exploitant pour réaliser ses campagnes de surveillance des émissions de poussière date de 2019. Celui-ci est à mettre à jour (cf point de contrôle 9 et 10 suivants) pour que la surveillance des émissions de poussières soit réalisée en conformité avec les articles 19.6 et 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Constats :</p> <p>La surveillance des émissions de poussières est réalisée selon le plan de surveillance établi en 2019. Malgré la présence d'habitations riveraines évaluées sensibles par rapport aux vents dominants dans un rayon inférieur à 1 000m du périmètre de la carrière, l'exploitant n'a pas mis en place de surveillance à ces emplacements (c'est à dire des jauges de type b). Cela concerne les lieux-dits Montmartin, Chatigné Les Pins et Breteau.</p> <p>Considérant qu'il ne détient pas la maîtrise foncière de ces lieux, l'ensemble des points de surveillance (à part la jauge témoin) est ainsi tous situé aux limites de site (jauges de type c). En ce qui concerne la station témoin, d'après le compte-rendu de la campagne de mesure menée au 4ème trimestre 2022, les vents sont majoritairement de direction Est et Est Nord Est, sur la période de mesure. La station témoin est placée au Nord-Est de la carrière au niveau du lieu-dit "La Croyère".</p> <p>Le plan de surveillance de 2019 indique qu'elle est située à l'ouest (tableau page 22 du plan de surveillance) tout en la positionnant au nord-est de la carrière (page 23 du plan de surveillance). Celui-ci mentionne également que c'est la seule habitation à avoir accepté l'installation de la jauge témoin sur sa propriété. Ainsi, la surveillance des émissions atmosphérique de la carrière se base sur la station témoin de type a et une surveillance en limite de propriété avec des autres jauges de type C.</p> <p>En application de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, dès lors qu'une sensibilité aux vents a été établie par le plan de surveillance 2019, il y a lieu de mettre en place une surveillance des émissions de poussières aux lieux-dits identifiés les plus sensibles, c'est à dire au moins aux lieux-dits Montmartin, Chatigné Les Pins et Breteau (jauges de type b). De plus la station témoin doit être placée à un lieu non impactée par l'activité de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats : Aucune jauge de type b n'est ainsi installée lors des campagnes de mesures des émissions atmosphériques. Sur les 6 jauges de type c + la station témoin de type a en place lors de la campagne de surveillance du 4ème trimestre 2022, 3 d'entre-elles montrent des résultats supérieurs à 500mg/m²/jour (771 mg/m²/jour pour la station n°2, 1066 mg/m²/jour pour la station n°3, 738 mg/m²/jour pour la station n°5). Cependant la valeur seuil de 500 mg/m²/j n'est pas applicable pour les stations de type c. Comme mentionné au point de contrôle n°9, l'exploitant doit mettre en place des jauge de type b aux points identifiés sensibles en rapport avec le sens du vent lors de la prochaine campagne de mesure des retombées atmosphérique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositifs d'abatage de poussières - suite insp 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Abatage des poussières
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'est engagé à mettre en place dans les plus brefs délais un dispositif d'abatage de poussières au dessus de l'installation secondaire GP 500.</p>
<p>Constats : Le dispositif d'abatage de poussières a effectivement été déplacé du crible C6 au GP 500. L'exploitant a transmis une photo de celui-ci par courriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2008, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser à ses frais une première mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de la nouvelle installation de traitement des matériaux prévue dans le cadre de cet arrêté puis cette mesure est renouvelée à des périodes n'excédant pas 3 ans.
Constats : La dernière campagne de mesure acoustique a été réalisé le 20 et 21 juillet 2022. Le rapport de contrôle met en évidence des dépassement d'émergences réglementée au niveau des points de contrôles PF3 - Le Coudray = 5.5 dB(A), PF6 - La Brochardière = 6.5 dB(A et PF7 - Les Pins = 9 dB(A) de nuit. Ce dépassement est argumenté par l'augmentation du trafic routier entre 5h et 7h le matin. Le bureau d'étude préconise la réalisation d'une nouvelle campagne sur 2 jours avec 1 jour avec l'arrêt des installations puis 1 jour avec le fonctionnement des installations. Les résultats de la campagne de 2023 sont à transmettre à l'inspection dès qu'il sera disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mesures de bruits - suite insp 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.5.2 à 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruits
Prescription contrôlée : Suite à des dépassements au niveau de zones à émergence réglementée observés en 2019, l'exploitant devait procéder à une nouvelle campagne de mesures de bruits et fournir les certificats d'étalonnage des appareils de mesures.
Constats : Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée les 20 et 21 juillet 2022. Le rapport a été remis à l'inspection lors de la visite d'inspection. Les contrôles de conformité des sonomètres sont joints en annexe du rapport de mesure produit le 6 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet